

Conseils de travailleurs et autogestion

En janvier 1968, le réformateur Alexandre Dubcek remplace Antonin Novotny à la tête du Parti communiste tchécoslovaque (PCT). Sous la pression de la population, **cette révolution de palais se transforme en véritable mouvement en faveur des réformes démocratiques :** c'est le Printemps de Prague.

À l'aube de 1968, le stalinien Novotny cumule les fonctions de secrétaire général du Parti communiste et de président de la République tchécoslovaque. Le 5 janvier, le comité central du PCT désigne Alexandre Dubcek pour le remplacer à sa tête. En mars, Ludvik Svoboda est porté à la présidence. On pourrait penser qu'il n'y a là qu'une révolution de palais. Mais la « société civile » s'engouffre dans les brèches, obtenant l'abolition de la censure, la liberté d'expression. C'est le Printemps de Prague qui, ouvrant une autre voie au socialisme, contrarie l'URSS. Amalgamant « socialisme à visage humain » et « restauration du capitalisme », les troupes de cinq pays du Pacte de Varsovie1 occupent la Tchécoslovaquie, le 21 août. Au nom de l'unité du camp socialiste et de la lutte contre l'impérialisme, des partis et gouvernements progressistes du tiers monde, dont Fidel Castro, approuvent l'intervention.

Or, la dynamique ouverte au printemps 1968 était bien celle d'une authentique émancipation politique et sociale. Au sein même des entreprises commençaient à se développer des « conseils d'entreprise » ou « conseils de travailleurs », qui prirent leur essor après le 21 août.

La classe ouvrière est déjà alors expérimentée. En 1945, des conseils d'entreprise existent, mais après la prise du pouvoir, en 1948, par le Parti communiste, les syndicats deviennent un instrument de mobilisation pour la production, le modèle de gestion bureaucratique demeure calqué sur la planification à la soviétique. Au début des années 1960, pour faire face à la crise, une réforme est envisagée : économie déconcentrée, autonomie des entreprises dans le cadre d'un plan désormais indicatif. Pour faire face aux blocages d'une partie de l'appareil, les réformateurs doivent s'appuyer sur d'autres forces sociales, en promouvant une plus forte « participation » des travailleurs. Certains, n'entendant pas remplacer les bureaucrates par des technocrates, comptent aller plus loin. Sur le plan politique, une libéralisation progressive aboutit à des changements, appuyés par les intellectuels.

Réforme économique

Sous la direction de Radovan Richta, une équipe pluridisciplinaire publie, en

1966, sous l'intitulé La Civilisation au carrefour, une synthèse de travaux sur les conséquences de la « révolution scientifique et technique » (RST), qui succède à la révolution industrielle et à la parcellisation des tâches. Le travail humain se transforme, son activité créatrice implique une « révolution des qualifications » et une « révolution dans l'éducation ». Une transformation radicale doit toucher les systèmes d'organisation et réduire la dichotomie entre dirigeants et dirigés. L'accent est mis sur le développement de la formation et des qualifications, afin de mettre en pratique des modèles de gestion faisant appel à l'initiative humaine, non seulement dans les entreprises, mais dans l'ensemble de la société.

L'autogestion évoquée dans les journaux et les revues devient sujet de discussion dans les usines. En avril 1968, le PCT adopte un programme d'action énonçant le principe de l'autogestion de la propriété sociale (et non plus d'État). La base syndicale se mobilise, fait pression sur les directions (fin 1968, les trois-quarts des fonctionnaires syndicaux ont été remplacés). Dès la mi-mai, on réunit des commissions, des assemblées, pour préparer une loi sur « l'entreprise socialiste ». Des grèves éclatent contre l'incompétence de certains dirigeants d'entreprise. Début juin, dans les forteresses ouvrières de CKD-Prague et Skoda Plzen, des conseils se mettent en place. Les objectifs deviennent structurels.

Deux conceptions voient le jour. Au « conseil de travailleurs », le parti préfère le terme de « conseil d'entreprise », doté de prérogatives plutôt limitées. Pour les partisans de l'autogestion, les conseils doivent élaborer eux-mêmes les objectifs de production, nommer les directeurs. Ils préconisent leur coordination en tant qu'expression indépendante du mouvement ouvrier. La position gouvernementale évolue avec l'adoption, le 30 juin, de « principes provisoires pour la constitution des conseils de travailleurs », autorisant la constitution de conseils « à titre expérimental » en attendant l'adoption de la « loi sur l'entreprise socialiste ».

Mouvement d'en bas

Au cours de l'été 1968, de nouveaux conseils apparaissent. Mais, avec l'invasion du territoire, le 21 août 1968, le processus s'accélère et se politise. Le congrès du PCT se tient clandestinement dans l'usine CKD-Visocany, sous la protection du

conseil de travailleurs. Le 23 août, avec la grève générale de protestation contre l'invasion, s'enclenche une dynamique unissant la gauche politique, les structures ouvrières et les étudiants. Les conseils se multiplient dans les usines. Malgré la prudence du gouvernement, qui estime qu'il n'est « pas utile de poursuivre cette expérience », en janvier 1969, dans l'usine Skoda, à Plzen, les délégations de 182 grandes entreprises représentant 890 000 salariés, soit plus du quart des travailleurs de Tchécoslovaquie, se réunissent en une rencontre consultative. En mars 1969, le congrès des syndicats réclame la légalisation des conseils ouvriers. À l'été, près de 500 entreprises et plus de 1 million de travailleurs sont concernés.

Prisonnière à la fois de sa propre culture politique et d'une recherche de compromis avec l'occupant, la direction dubcekienne agit comme un frein. Un projet du gouvernement, en février 1969, est largement en retrait par rapport à celui issu de l'assemblée des conseils de Plzen. Le 17 avril, Husak remplace Dubcek. Le 29 avril, on annonce le report, « à une date indéterminée », de la discussion du projet de loi. Il n'y en aura finalement pas.

Fin 1969, le comité central du PCT, « normalisé », estime que les conseils ont des compétences trop larges, ce qui nuirait à « l'efficacité » des entreprises, des « tendances extrémistes et anarchisantes » affaiblissant le rôle du parti. Officiellement, le dépérissement de l'État et l'autogestion demeurent des buts, mais « éloignés ». En attendant, le parti se « sacrifie » pour assumer les tâches ingrates. « L'autogestion et ses lourdes responsabilités prendraient trop de temps aux travailleurs, et trop d'énergie intellectuelle, les privant ainsi des loisirs dont ils ont besoin. » Au cours de l'année 1970, 50 000 syndicalistes sont démis de leur fonction. En septembre 1970, l'Union des écrivains est dissoute. Au Parti communiste, la purge touche 500 000 membres.

Avec la chute du Mur de Berlin et la « révolution de velours », les libertés politiques ont été rétablies, mais il en va différemment des droits sociaux. Des idées du Printemps de Prague, le marché a bien été retenu, mais amputé de la propriété sociale et de l'autogestion qui étaient, et demeurent, les éléments

indissociables d’un socialisme authentique.